

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)****(CCAP N° 2021_PJ-RYon-Relamping du 12 avril 2021)*****Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Ministère de la Justice
Secrétariat Général
Département Immobilier de Bordeaux

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le chef du Département Immobilier de Bordeaux

Conducteur d'opération

Monsieur le chef de projets du Département Immobilier de Bordeaux

Objet du marché

Palais de Justice de La Roche/Yon – Relamping – Plan de relance

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 12 mai 2021 à 12h00 (heure locale de l'adresse du RPA)

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

<u>ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</u>	<u>3</u>
1-1. Objet du marché.....	3
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	3
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	3
1-4 Assurances.....	4
1-5. Clauses sociales et environnementales.....	4
<u>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 3. RÈGLEMENT DES COMPTES.....</u>	<u>8</u>
3-1. Modalités de transmission et de paiement.....	8
3-2. Variation dans les prix.....	9
3-3. Valorisation des CEE.....	9
<u>ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</u>	<u>9</u>
4-1. Calendrier d'exécution.....	9
4-2. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	9
<u>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</u>	<u>10</u>
5-1. Retenue de garantie.....	10
5-2. Avances.....	11
<u>ARTICLE 6. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....</u>	<u>11</u>
6-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	11
6-2. Études d'exécution des ouvrages.....	12
<u>ARTICLE 7. RÉCEPTION DES TRAVAUX.....</u>	<u>13</u>
7-1. Réception.....	13
7-2. Documents fournis après exécution.....	13
7-3. Délai de garantie.....	13
<u>ARTICLE 8. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</u>	<u>14</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent :

Le marché de travaux pour le remplacement des luminaires du Palais de Justice de La Roche/Yon.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Palais de Justice - 55, boulevard Aristide Briand - 85 000 LA ROCHE/YON

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux ne concerne qu'un seul lot.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Conduite d'opération

La fonction de conduite d'opération est assurée par :

Monsieur le chef de projets du Département Immobilier de Bordeaux

Le conducteur d'opération ne dispose d'aucune délégation de signature du maître d'ouvrage et n'est pas habilité à prendre de décision au nom de celui-ci.

1-3.2. Maîtrise d'œuvre

L maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études :

IVF – 11, La Bouterie – 85 420 DAMVIX

Il est chargé d'une mission comprenant :

Les études d'avant-projet (AVP) ;

Les études de projet (PRO) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.3. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à avis d'un contrôleur technique.

Les prestations confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont :

- Vérification du dossier d'étude de chantier de l'entreprise (plans, documentation matériel, PV de conformité, etc.).
- Visites en cours de chantier, pour la validation des prestations réalisées et mises au point nécessaires lors des réunions de chantier.
- Vérifications en fin de chantier afin de fournir un rapport de contrôle sans non-conformité

1-4 Assurances

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 250 000 € par sinistre.

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa(leur) société d'assurances.

1-5. Clauses sociales et environnementales

1-5.1. Clauses environnementales

Conformément à l'article L. 541-7-1 du Code de l'environnement, l'Entreprise de travaux titulaire du marché s'assurera de la bonne exécution des opérations suivantes, pour le compte du maître d'ouvrage, producteur des déchets :

- Caractériser les déchets, selon leur nature, avant tout transfert vers une installation intermédiaire ou dans un exutoire terminal dûment autorisé à les prendre en charge en portant une attention particulière aux déchets dangereux
- Prendre toutes les dispositions exigées en matière de stockage, d'étiquetage et de transport requis
- Transmettre les Certifications d'Acceptation Préalables réglementaires obligatoires, ainsi que tout autre document provenant des autres exutoires et les transmettre au maître d'ouvrage ou à la Maîtrise d'œuvre.

1-5.2. Clauses sociales

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Le nombre minimal d'heures d'insertion à réaliser est fixé à 70.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

- Publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Sont notamment concernés :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pole Emploi dans les 18 derniers)
- les allocataires du revenu de solidarité active (RSA)
- les allocataires de minima sociaux (hors RSA)
- les personnes reconnues travailleurs handicapés
- les demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi
- Jeunes demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, ayant un faible niveau de qualification (niveau inférieur au CAP/BEP) ou sans expérience professionnelle, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois.
- les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du service Emploi-Insertion de La Roche-sur-Yon Agglomération, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

- Modalités de mise en œuvre

L'attributaire devra réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon les modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité :

Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion.

- 2ème modalité :

La mise à disposition de salariés : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251-7 du code du travail)
- d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.
- d'une association intermédiaire.

Les contrats de mise à disposition et de mission devront respecter les dispositions légales et conventionnelles relatives au travail temporaire (durée maximale, délai de carence, salaire de référence...).

- 3ème modalité :

L'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

- Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales, a été mis en place un dispositif d'accompagnement. Les entreprises désireuses d'obtenir des renseignements peuvent ainsi prendre contact avec :

Madame Hélène FORT

Facilitatrice

Service Emploi-Insertion

La Roche-sur-Yon Agglomération

Tél: 02.72.78.10.77 - Courriel : helene.fort@larochesuryon.fr

Le facilitateur aura pour missions :

- de renseigner les entreprises sur les différents dispositifs d'insertion existants ou sur les conditions de suspension de la clause d'insertion ;
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de l'insertion socioprofessionnelle ;
- d'assurer le contrôle et l'évaluation de l'action d'insertion.

- Modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du service Emploi-Insertion de La Roche-sur-Yon Agglomération, le titulaire fournit dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé..) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraînent l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le Maître d'Ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur désigné par le Pouvoir Adjudicateur étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le Maître d'Ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

Conditions de suspension de l'application de la clause d'insertion socioprofessionnelle

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre la clause d'insertion socioprofessionnelle dans le cas où le titulaire justifie de difficultés économiques particulières (chômage partiel, licenciement économique,...) qui touchent les métiers concernés par la réalisation de l'action d'insertion. Le titulaire doit en informer le maître d'ouvrage dans les meilleurs délais et joindre les justificatifs nécessaires (décision de la DIRECCTE ou autre). Après analyse de la situation de l'entreprise, le maître d'ouvrage l'informe par courrier avec accusé de réception de la suspension de l'obligation de la clause d'insertion socioprofessionnelle.

En cas de chômage partiel, la suspension de l'application de la clause d'insertion ne peut être accordée que si la durée de la mesure de chômage partiel correspond à une phase d'exécution active du contrat et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion.

En cas de licenciement économique, la suspension de l'application de la clause d'insertion ne peut être accordée que s'il s'agit d'un licenciement économique, intervenu moins d'un an (délai applicable à la priorité de réembauchage) avant une phase d'exécution active du contrat pour le titulaire et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion.

De plus, la suspension ne peut être accordée si le titulaire recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas touché par une mesure de chômage partiel ou de licenciement économique.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire conservé dans les archives du RPA fait seul foi (**daté et signé**

par les représentants habilités des parties) ;

- La DPGF
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le mémoire technique remis par le candidat remis dans son offre et les éventuels compléments apportés en cas de négociation ;

ARTICLE 3. RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Modalités de transmission et de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 précitée, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

3-2. Variation dans les prix

Les prix sont révisables par application d'un coefficient établi selon la formule représentative de l'évolution du coût des prestations : $C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-3} / I_{0-3})$

avec : I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise 3 mois avant le mois d'établissement des prix ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise 3 mois avant le mois de réalisation des prestations.

L'indice retenu est le BT 47 publié par l'INSEE.

En dérogation à l'article 13.2 du CCAG travaux, l'ensemble des révisions seront calculées et appliquées au DGD.

Par dérogation aux articles 13.2.1, 20.1.4 et 20.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

3-3. Valorisation des CEE

Le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), instauré par la loi de Programme fixant les Orientations de la Politique Énergétique (dite loi POPE) du 13 juillet 2005, a pour objectif de diviser par quatre d'ici 2050 les émissions de CO2 afin de limiter les conséquences du changement climatique. Les CEE visent à améliorer l'efficacité énergétique notamment des secteurs du bâtiment résidentiel et tertiaire.

Par la valorisation de CEE à l'occasion de travaux, objet du présent marché, le représentant du pouvoir adjudicateur s'engage dans cette politique de développement durable.

Le prix est le résultat de l'offre de prix de base diminuée du montant constitué par la valorisation des CEE. Le montant financier proposé par le candidat est égal au montant des économies d'énergie en kWh cumac calculé selon la fiche standardisée correspondante multiplié par la valeur plancher V indiquée dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALTÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Calendrier d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à 6 mois, comprenant les tests et essais préalables à la mise en service

4-2. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, le titulaire encourt une retenue journalière de 100 €.

Cette retenue est recalculée et transformée en pénalité, si le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai prévu.

4-3.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 7 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de : 100 €

4-3.2. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 50 €.

4-3.3. Rendez-vous de chantier

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 50 €.

4-3.4. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser pour chaque lot, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 50 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du lot.

Le pourcentage est fixé à 5 % :

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65 % du montant initial TTC du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Conformément des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

6-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation d'un mois.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître d'œuvre :
 - Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le titulaire ;
 - Élaboration du calendrier prévisionnel d'exécution en concertation avec le titulaire ;

– Par les soins du titulaire :

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 10 jours suivant la notification du marché ;

Il est accompagné :

- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 6-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché.
- établissement du plan de prévention.
- Envoi des copies des cartes d'identité des personnels amenés à travailler sur le chantier pour accord explicite de la juridiction au moins 72 heures avant intervention.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

6-2. Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

ARTICLE 7. RÉCEPTION DES TRAVAUX

7-1. Réception

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG , le titulaire est chargé d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

7-2. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

7-3. Délai de garantie

Après réception, l'entrepreneur est tenu à la garantie de parfait achèvement de ses travaux pendant un délai de un an (GPA), à la garantie biennale de bon fonctionnement d'équipement et la garantie décennale des éléments incorporés à la structure, aux ouvrages de clos, couverts, etc.

Dans le cas d'équipements dont le délai de garantie constructeur est supérieur au délai de garantie de bon fonctionnement, le titulaire fournira une copie de la facture du fournisseur dans le DOE.

ARTICLE 8. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

AE 3-1	déroge aux articles	19.1.1 et 28.1 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2	déroge aux articles	13.2, 13.2.1, 20.1.4 et 20.2 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	20.4 du CCAG
CCAP 6-1	déroge à l'article	28.2.2 du CCAG
CCAP 6-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 7-1	déroge aux articles	41.1 à 41.3 du CCAG
CCAP 7-2	déroge à l'article	40 du CCAG